

Le Navigateur

Bimensuel togolais d'informations du transport, de la zone portuaire, d'analyses et de publicité.

N° 013 du Vendredi 13 mars 2015 / Prix : 250F CFA

G.E.R.
TRAVAUX PUBLICS



L'entreprise GER au cœur de la politique des grands travaux

CÉLÉBRATION DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FEMME :
**Les femmes des Groupements d'Épargne
et de Crédits de la zone de Yobo ont
commémoré la
journée à Ezor**



Prochain sommet sur la sûreté
et la sécurité maritime :

**Quels
enjeux
pour la
rencontre?**



Capitaine de Vaisseau Adjoh
Vignon, préfet Maritime

CELEBRATION DE LA JOURNEE INTERNATIONALE DE LA FEMME : Les femmes des Groupements d'Epargne et de Crédits de la zone de Yobo ont commémoré la journée à Ezor

La célébration de la journée internationale de la femme est désormais une tradition dans les villages de Yobomé, Yobo-Sédzro et Ezor, des localités situées à environ 15 Km au sud-est de Tsévié. Cette initiative est à mettre à l'actif des Groupements d'épargne et de crédits (GEC) des trois villages qui se mettent ensemble pour célébrer avec faste chaque année le 8 mars avec l'appui-accompagnement d'INADES-Formation.



Défilé des GEC à travers les artères du village

C'est le village d'Ezor qui a accueilli cette année les manifestations dont l'apothéose a été célébrée le samedi 7 mars 2015. En

marge du thème retenu au niveau international à savoir "Autonomisation des femmes-autonomisation de l'humanité-Imaginer ?" et celui

Prière pour la PAIX au Togo

" Aie pitié, Seigneur, aie pitié de ton peuple :
Ne sois pas pour toujours irrité contre nous "
Dieu de nos pères et Seigneur de tendresse,
Toi le maître de l'histoire,
Toi qui tiens en tes mains le cœur des hommes et garanti les droits des peuples,
Tu sais que pour la naissance de notre nation, tout notre peuple a crié vers Toi.
N'abandonne pas l'ouvrage de tes mains.
Le Togo s'était alors consacré au Cœur sacré de ton fils pour toujours.
Prends soin de ta vigne, prends soin de ton domaine.
Remplis nous de ton Esprit pour que tous les fils de notre cher pays, de l'est à l'ouest, du nord au sud se reconnaissent vraiment frères et sœurs et qu'ils deviennent capables d'amour au lieu de la haine, d'union au lieu de la division.
Seigneur, aide-nous par ta grâce à faire place dans nos cœurs à la justice et à la paix au lieu de l'injustice et de la violence, au pardon au lieu au lieu du désir de vengeance.
Que partout sur notre terre, s'affermissent la sécurité et la paix ; et qu'ainsi dans notre pays les ennemis se réconcilient, les adversaires se tendent la main, les groupes et les familles qui s'opposaient acceptent de faire route ensemble et que l'amour triomphe de la haine.
Vierge Marie, Mère du Sauveur, Reine de la Paix et Mère de Miséricorde, vers toi aussi nous tournons nos regards, toi à qui notre cher Togo a été consacré depuis son Indépendance.
Toi que les TOGOLAIS invoquent sous divers vocables, à travers tout le pays,
Toi à qui le pape Jean-Paul II a solennellement confirmé notre consécration en ton sanctuaire de Togoville, écarte de nous tout malheur et rassemble tes enfants Togolais comme une mère : qu'ils s'unissent enfin pour œuvrer généreusement à la construction de la cité terrestre dans sa marche vers la cité céleste.

Amen

Saint Jean-Paul II, priez pour nous
Saint Jean 23, priez pour nous
Tous les saints et saintes de Dieu, priez pour nous.

choisi par le gouvernement notamment

" L'autonomisation des femmes pour la prospérité du Togo ", la thématique de réflexion retenue cette année par les femmes est : " Bien gérer nos crédits, c'est assurer la survie de nos familles et de nos GEC ".

Les festivités ont commencé par une parade des femmes et hommes, membres de ces groupements, à travers les artères du village d'Ezor pour finalement chuter sur la place publique du village où attendaient les autorités préfectorales, les chefs traditionnels et la population des trois localités.

Plusieurs interventions ont marqué la cérémonie. Le



GEC de YOBOME lors du défilé

financières des GEC et aussi individuelles.

Pour le chef de village d'Ezor, les représentants du chef de canton de Gbatopé et du préfet de Zio, le choix de célébrer le 8 mars de façon

La grande surprise de la manifestation est l'arrivée de l'honorable député UNIR de Zio centre, Mme SEWOA Adjoa, affectueusement appelé MANATEX. Elle a dans son mot encouragé les femmes à s'affirmer dans leurs activités, afin de parvenir à l'autonomie pour enfin participer au développement de pays.

A la fin de la phase des interventions, les présidentes des groupements d'épargne et de crédits des trois villages ont prêté serment devant l'assistance pour réaffirmer leur engagement de bien conduire les GEC selon les règles et procédures de la méthodologie AVE&C et de veiller au respect des règlements qu'ils se sont donnés.

Les manifestations se sont poursuivies dans l'après-midi avec un pique-nique entre les membres des groupements et les invités, ainsi que la



L'honorable Séwoa Adjoa prodiguant des conseils aux GEC

comité d'organisation de la journée a dans son intervention, saisi l'opportunité pour présenter les activités des GEC dans les trois villages. Le constat établi par le comité est que l'initiation de ces groupements a considérablement changé le vécu des femmes membres de la localité en terme de possibilité d'épargne, d'accès sans conditions aux crédits, de prise en charge de leurs besoins immédiats tels que la scolarisation des enfants, des soins de santé, etc.

Selon le comité, c'est grâce à leurs activités, au nombre sans cesse croissant des GEC qu'une caisse locale dénommée fonds de solidarité pour le développement (FONSDEV) a été mis en

rotative entre les trois villages est une initiative à encourager, du fait qu'il participe au renforcement de la cohésion



Renouvellement de serment des présidentes des GEC

sociale chère aux autorités togolaises, surtout que dans quelques semaines le corps

population présente sur la place publique. Le 8 mars 2015 à Ezor, c'est également le match de football qui s'est déroulé sur le terrain de l'école d'Ezor. Dans un esprit de solidarité, les femmes membres des GEC se sont mises ensemble avant de constituer deux équipes, les Bleus et les Rouge-Blancs, qui ont régalié l'ensemble des invités et la population.

A la fin de la rencontre, les deux équipes étaient à égalité et c'est aux tirs au but que le score est allé en faveur des Rouges-Blancs qui ont battu leurs adversaires par 4 tirs contre 2.

En prélude à cette jour-

Suite à la page 6



Remise de trophée à l'équipe gagnante...

place avec l'appui de INADES-Formation Togo, afin de favoriser les transactions

électoral sera convoqué à voter pour l'élection du président de la République.

L'entreprise GER au cœur de la politique des grands travaux

" Le Togo est en chantier ", dit-on volontiers au Togo et cela n'est pas faux, au regard des différents grands chantiers d'infrastructures routières, portuaires et aéroportuaires réalisés et en cours de réalisation à Lomé et sur toute l'étendue du territoire nationale. Longtemps en déliquescence, les infrastructures au Togo changent de physionomie à la faveur d'un vaste programme de réhabilitation et de construction des infrastructures. Toutes ces réalisations sont à mettre à l'actif du président de la république qui a fait la promesse, lors de son investiture en 2010, d'engager le Togo sur la voie de la modernité. Il a ainsi placé son mandat sous le signe de la politique des grands travaux. A la veille d'une nouvelle élection pour laquelle le chef de l'Etat sortant demande, une fois de plus, le suffrage des Togolais il est important de faire un tour d'horizon sur cette politique. Votre journal " Le Navigateur " a choisi de s'intéresser à l'entreprise GER qui s'impose par la qualité de ses travaux dans le paysage des BTP au Togo.



Travaux d'assainissement dans un quartier de Lomé.

L'une des entreprises qui accompagne cette dynamique de réalisation des infrastructures routières dans le pays est la Grande Entreprise Routière (GER). Elle dispose d'une forte expérience en matière de construction et d'entretien des routes, de travaux hydrauliques et d'ouvrages d'art et de construction de bâtiments et d'immeubles. C'est cette expertise que l'entreprise GER, déjà présente sur plusieurs chantiers dans le pays, a mis à la disposition du pays pour accompagner les travaux réalisés et en cours de réalisation.

S'agissant de son domaine de prédilection notamment la construction et l'entretien des routes, GER est présente sur presque toute l'étendue du territoire, au cours de ces 5 dernières années passées, surtout sur les ouvrages de grande délicatesse qui méritent une expertise avérée.

On peut citer entre autres projets réalisés la réhabilitation, le renforcement, l'aménagement, le bitumage et la modernisation de l'Avenue maman N'danida qui va de la Colombe de la paix à la Lagune ; l'aménagement et le bitumage de la rue de la gare à Assigamé, rue UTB ; le renforcement et l'assainissement de la Rue de Calais au niveau de l'ancien Lonatomonument aux Morts-ministère du Commerce ; etc.

Beaucoup de projets sont également réalisés par l'entreprise et en cours d'exécution à l'intérieur du pays. Ces projets portent sur l'aménagement et le bitumage de la route Bassar-Kabou ; l'aménagement et le bitumage de la route Kabou-Guérin Kouka ; l'aménagement et le bitumage de la route Guérin Kouka-Katchamba. A Dapaong, GER a réalisé les travaux d'aménagement, de bitumage et d'assainissement de la voie allant de zongo aux Affaires sociales.

De par sa forte expérience dans les travaux d'ouvrage d'assainissement et de canalisation, GER est la seule entreprise opérant dans les infrastructures routières, à réaliser le plus grand ouvrage d'assainissement et de drainage des eaux pluviales au Togo. Cet



Vue partielle du tronçon Kouka - Katchamba

ouvrage est réalisé à Agbalépédogan jusqu'à Aflao Gakli.

L'entreprise GER assure également la conception, la construction et la réalisation de tout type de bâtiments : bâtiments à usage privé ou public ou des bâtiments industriels. Dans ce domaine, elle a apporté sa contribution pour le relooking du pays à savoir la construction des locaux de la douane de Kara, la construction des marchés de Kétao, de Dapaong ; la construction des blocs pédagogiques de

57 bâtiments scolaires équipés de sanitaires dans les régions des Plateaux et Maritime.

Il y a aussi la construction des ponts de Kpèzindè dans la Kozah, le pont de Kpessi dans la préfecture de l'Est-mono. La réalisation du Poste de Contrôle Juxtaposé de Noépé a sonné la consécration de GER sur le plan international bien qu'elle était déjà présente dans la sous-région. Ainsi, pour la construction du poste de Sémè-Kraké, situé sur la frontière entre le Bénin et le Niger, GER a été sollicitée pour sauver le projet qui stagnait depuis plusieurs mois. Aux dernières nouvelles, les travaux à ce niveau avancent avec une grande satisfaction.

Les emplois créés

A priori, les travaux de BTP sont des secteurs d'activité pourvoyeur d'emplois. Malgré les investigations de votre journal, il lui a été difficile d'avoir accès au nombre exact d'emploi créés au cours des cinq dernières années au cours desquelles l'entreprise accompagne la politique des grands travaux du chef de l'Etat.

En matière de recrutement des agents et ouvriers

avec la communauté, sous la supervision de la mission de contrôle.

Sur le tronçon Kouka-Katchamba par exemple, dont les travaux sont terminés en décembre 2014, quatre forages ont été réalisés dans 4 localités à savoir Namab, Djabiyou, Moumondé et Katchamba. Le projet a permis la construction de 5 écoles dont 2 collèges comportant 4 salles de classe à Namab et à Katchamba et 3 écoles primaires de 3 classes à Takpalé, Kpatchalbou et Idanbado. Il y a également la construction du dispensaire de Namab qui fait la fierté de la population. " Avant, il faut parcourir des kilomètres pour se rendre au centre de santé et par quelle route ? ", s'interroge M. Oulam, mécanicien à deux roues de son état, résident à Namab. Nous avons besoin de beaucoup de choses mais le dispensaire était d'une importance capitale pour la communauté, a-t-il indiqué.

Ceci traduit l'adéquation des projets réalisés aux priorités des populations riveraines donc l'efficacité de la stratégie de GER.

Ainsi, GER ne se contente pas seulement de construire les routes et les infras-

structures sociocommunitaires mais se préoccupe de leur utilisation et gestion. Ainsi a-t-elle mis en place une stratégie qui consiste à sensibiliser les populations riveraines sur la prévention routière notamment sur le port de casque, l'utilisation des ceintures de sécurité mais aussi sur l'alcoolisme susceptible d'entraîner les accidents de la circulation.

Les projets sociaux réalisés par GER

La direction générale des travaux publics (DGTP) nous apprend que les projets sociaux mis en œuvre lors de la réalisation de ces infrastructures par les entreprises sont retenues d'avance par le dossier du marché d'appel d'offre. Cependant, GER privilégie l'approche d'identification participative des projets, une fois sur le site,

structures sociocommunitaires mais se préoccupe de leur utilisation et gestion. Ainsi a-t-elle mis en place une stratégie qui consiste à sensibiliser les populations riveraines sur la prévention routière notamment sur le port de casque, l'utilisation des ceintures de sécurité mais aussi sur l'alcoolisme susceptible d'entraîner les accidents de la circulation.

L'entreprise est tout aussi consciente que le domaine des BTP est un secteur d'activité qui nécessite un grand

Suite à la page 5



Paneau de sensibilisation installé par GER

Prochain sommet sur la sûreté et la sécurité maritime :

Quels enjeux pour la rencontre ?

La piraterie et l'insécurité maritime constituent des menaces persistantes à la stabilité et à l'exercice des activités marines des Etats riverains des côtes en général et ceux du Golfe du Guinée en particulier. Comment expliquer la recrudescence du phénomène dans le Golfe du Guinée, le mode opératoire, les mesures prises pour éradiquer ledit phénomène ? Et pourquoi le sommet de Lomé ?



Navette de surveillance des côtes

La situation de la piraterie dans le Golfe du Guinée

La montée de la piraterie maritime dans le Golfe du Guinée est à l'évidence, une menace pour les économies des pays intérieurs, qui dépendent des activités portuaires des pays portuaires pour leurs exportations ou leurs approvisionnements extérieurs. Pour le Cameroun par exemple, le port ne sert pas uniquement son économie. Il est le point de passage pour des pays enclavés comme le Tchad ou la République Centrafricaine.

Quoiqu'il en soit, l'enjeu majeur dans le Golfe de Guinée est devenu une zone stratégique d'importance pour les puissances mondiales en quête de sécurité énergétique. " L'exposition du Golfe de Guinée à la piraterie est due à la présence de champs pétroliers off-shore pour la plupart, au large de la quasi-

totalité des côtes des Etats concernés. Le potentiel de croissance pétrolière y est plus élevé que celui de la Russie, de la mer caspienne ou de l'Amérique du Sud.

La multiplicité des sommets de lutte contre la piraterie maritime s'explique par la recrudescence du phénomène dans le Golfe du Guinée. Le sommet de Lomé est d'une importance notoire. C'est donc la preuve que l'insécurité grandissante dans la zone (golfe du Guinée) préoccupe sérieusement les chefs d'Etat et de gouvernement.

En 2012, les attaques de marins dans cette région ont été plus nombreuses qu'au large des côtes somaliennes (966 contre 851). La raison est que le Golfe du Guinée est le point de passage du pétrole nigérian et des productions des différents Etats d'Afrique centrale et de l'Ouest, comme par exemple

le cacao. Les pirates actifs dans cette zone ne recherchent pas forcément à obtenir des rançons en échange de la libération des marins qu'ils prennent en otage, mais plutôt à revendre au marché noir les cargaisons des navires dont ils se sont emparés. Cependant, le Bureau Maritime International (BMI) a constaté que la plupart de leurs attaques impliquent " un niveau élevé de violence ".

Le mode opératoire des pirates

La zone d'opération des pirates reste très vaste. Elle est grande comme l'Europe de l'Ouest, et se situe au large des côtes somaliennes, jusqu'au canal du Mozambique, au sud, et aux Seychelles, à l'est. Ces très longues distances sont parcourues par les pirates à l'ai-



Contre-Amiral Adégnon Fogan, DG du Port



Capitaine de vaisseaux Vignon Adjoh, préfet Maritime

de de bateau-mère : boutres traditionnels ou petits caboteurs. Le mode opératoire est particulier. Les attaques ont lieu généralement à l'aube ou au crépuscule à partir des skiffs sur-motorisés filant à 25 nœuds une quarantaine de kilomètre-heure).

Les navires visés sont généralement abordés par l'arrière. Des tirs au lance-roquettes (type RPG) et aux armes automatiques sur la

essentiellement de mener des patrouilles maritimes conjointes au large des côtes béninoises. Le Togo n'est pas es reste. Les plus hautes autorités du pays s'activent résolument dans la lutte contre l'insécurité maritime.

Pour rendre plus efficace cette lutte, la préfecture maritime a été installée. Ladite préfecture à la tête de laquelle se trouve la capitaine de Vaisseau Adroh, a eu déjà à démanteler des réseaux des pirates sur les côtes du Golfe du Guinée.

La sécurité maritime est l'une des conditions pour le développement du continent noir. Comment l'Afrique peut-elle en effet, s'approvisionner en produits maritimes et autres dérivés si ses côtes ne sont pas sécurisées ? La circulation des personnes tout comme celle des marchandises, est la condition sine qua non pour le développement des entreprises et partant, du continent noir. La lutte contre la piraterie en haute mer est un challenge que l'Afrique se doit de gagner.

Quid des assises de Lomé ?

Une synergie d'actions, doit être menée pour éradiquer le phénomène. Après le sommet de Seychelles, par rapport à la sûreté et sécurité maritimes, c'est le Togo qui accueillera un autre sommet le 7 novembre 2015.

Les assises de Lomé s'inscrivent dans la droite ligne de lutte efficace contre le phénomène. Cette rencontre, sera encore l'occasion de rechercher les voies et stratégies communes pour éradiquer la piraterie. Elle sera organisée en collaboration avec l'Union Africaine.

Environ cinq mille participants sont attendus à cette grande rencontre : les Chefs d'Etat, les ministres et les experts internationaux. Ces assises de Lomé font suite à la rencontre de Victoria (Seychelles) en février 2015 et celle de Yaoundé (Cameroun) tenue en juin 2014.

Isidore AYEKO

AVIATION CIVILE :

Fin des travaux des experts aéronautiques des pays de l'UEMOA aujourd'hui

Les travaux de formation des experts aéronautiques des pays de l'Union économique et monétaire ouest-africain (UEMOA), de la Guinée Conakry et de la Mauritanie prennent fin aujourd'hui. Réuni dans la capitale togolaise depuis le 9 mars dernier, le monde de l'aviation civile africain se forme sur la thématique des " facteurs humains ".

La formation est organisée par l'Agence Nationale de l'Aviation Civile du Togo (ANAC-Togo) en collaboration avec l'UEMOA, dans le cadre du projet d'appui pour l'amélioration de la sécurité en Afrique mise en œuvre par l'Agence européenne de la sécurité aérienne.

L'objectif est de doter les Etats membres des outils leur permettant d'assurer leur fonction de supervision de la sécurité de l'aviation civile avec plus d'efficacité, et de contribuer à la prévention et à la réduction des accidents d'aviation dans l'espace

UEMOA.

La rencontre de Lomé se tient en prélude à l'arrivée prochaine de l'Agence communautaire de supervision de la sécurité et de la sûreté de l'aviation civile des Etats membres de l'UEMOA. Celle-ci aura pour rôle de fournir une assistance et conseil aux administrations de l'aviation civile et à l'industrie du transport aérien dans un cadre de coopération technique avec la communauté aéronautique mondiale.

A l'ouverture des travaux, le colonel Latta Dokisime Gnama, directeur de l'ANAC

a indiqué que le Togo est résolument engagé dans une dynamique de réforme du secteur de l'aviation civile, la modernisation de la flotte et des infrastructures d'accueil aéroportuaires, pour enfin créer les conditions pour l'amélioration de la desserte nationale mais aussi communautaire.

La tenue de la formation sur " les facteurs humains " constitue pour le DG de l'ANAC, une opportunité pour les participants de renforcer leurs connaissances qui leur permettront d'assumer avec efficacité leurs fonctions telles que la délivrance et la validation des agréments, licences et autorisations aux exploitants aérien, aux aéronefs et au personnel aéronautique.

D. Ignéza

passerelle visent à intimider l'équipage et à l'obliger à stopper ses machines. La durée moyenne de détention des otages est six mois. On dénombrait encore une cinquantaine d'otages dans la région à la mi - avril 2014.

Les mesures prises par les pays pour lutter contre le phénomène

Les pays concernés s'attaquent à la piraterie maritime de manière isolée, voire, dans le meilleur des cas, dans le cadre d'une coopération bilatérale. C'est ainsi que le Cameroun a lancé l'opération Delta, dans la péninsule de Bakassi, avec le Bataillon d'Intervention Rapide (BIR), une unité d'élite appelée à appuyer celles de la marine locale. Et il est question d'une acquisition prochaine d'avions de surveillance maritime.

Quant au Nigeria, pays le plus affecté par la piraterie, avec 45% des cas recensés l'an passé, il a lancé, en 2011, l'opération " Prosperité " avec le Bénin. Il s'agit

L'entreprise GER au cœur de la politique des grands travaux

Suite de la page 3

personnel, surtout des jeunes qui sont obligés de quitter leur milieu habituel de vie pour s'installer, pour une longue durée, dans les localités de réalisation des projets. Comme tel, sur les chantiers, l'activité sexuelle est tout aussi active.

L'entreprise organise des séances de sensibilisation sur les thématiques liées aux maladies sexuellement transmissibles notamment les IST-VIH/Sida avec l'implantation des panneaux géants portant des messages de sensibilisation.

Au-delà du business des routes et des bâtiments, GER est une entreprise fortement engagée dans le social.

Gestion de l'impact environnemental

La gestion de l'impact environnemental lors de la réalisation de ces travaux est une des exigences contenues dans les clauses du contrat des entreprises. En effet, la construction des infrastructures routières notamment, entraînent la destruction des forêts, de la



Vue partielle des engins de GER

végétation même de la faune.

Pour y faire face, l'entreprise GER en fait toute une politique dans sa gestion des travaux. Un environnementaliste est affecté sur chaque chantier avec pour mission de définir, selon les standards universellement admis et selon les clauses du contrat, un dispositif de lutte contre la dégradation de l'environnement, ainsi que l'impact que cela peut avoir sur les êtres humains.

Ainsi pour les dégâts envi-

ronnementaux tels que la destruction de forêt ou des espaces détruits ou endommagés par le ramassage de la latérite, l'entreprise GER procède à la remise en l'état des sites avec la terre végétale décapée et mise de côté. Il arrive que GER transforme ces sites en retenue d'eau pour les communautés qui en font la demande sous l'autorisation du bureau de contrôle.

S'agissant de la gestion de la poussière, des déchets et matériaux chimiques, l'en-

treprise identifie, lors de l'implantation du chantier, des sites qui ne représentent pas de danger pour la population et procède à la destruction de ces déchets. Des instruments de protection sont mis à la disposition des ouvriers et même des habitants dans les zones affectées par le projet.

Selon les informations de la direction générale des travaux publics (DGTP), GER est l'une des entreprises qui se conforment aux dispositions environnementales,

contrairement à certaines entreprises qui estiment que c'est un manque à gagner. " Nous devons contribuer à la préservation de l'environnement pour les générations futures et à la protection des vies dans la réalisation de nos travaux ", nous a confié un ingénieur de l'entreprise. GER en a fait toute une politique.

Les implications économiques de ses infrastructures

Au-delà du fait que ces routes facilitent la mobilité des personnes et contribuent au désenclavement de plusieurs localités pour servir de levier de brassage entre les populations, les infrastructures routières sont un véritable outil de développement économique. Ne dit-on pas que " La route du développement passe par le développement de la route ? " Les infrastructures routières ont une valeur économique en ce qu'elles favorisent l'écoulement des produits agricoles.

" En voiture comme à moto, pour participer à une rencontre à Kara, vous devez disposer de deux à trois tenues. Il en est de même pour les marchandises. Les femmes revendeuses de Kabou, Bassar et Kara qui réussissent à faire le marché de Kouka, sacrifient les prix et les paysans dans l'impossibilité de pouvoir transporter et d'écouler aisément leur produits sur d'autres marchés sont obligés de les brader ", témoigne M. Ouadja Valentin, responsable d'une structure de développement et leader communautaire à Kouka, pour sortir de Kouka à Kabou, c'est un parcours de combattant. Il précise que ce n'est plus le cas aujourd'hui même si le tronçon tarde à être achevé.

Amé Bléwussi

Infrastructures socio-économiques :

Faure Gnassingbé inaugure un marché moderne et un centre de loisirs à Tchamba

Dans le souci d'offrir aux communautés de base de meilleures structures pour le développement économique, un marché de standing moderne, a été offert à la préfecture de Tchamba. Un joyau qui n'a pas laissé indifférentes les différentes communautés de la localité. La preuve en est l'accueil réservé au Chef de l'Etat, Faure Gnassingbé, ce 27 février 2015, lors de l'inauguration officielle dudit marché. En dehors du marché, le président de la République a procédé, le même jour, à l'inauguration d'un centre de loisirs.



Coupe symbolique du ruban

Toute la préfecture était en liesse, ce vendredi, 27 février 2015. Les différentes couches sociales et économiques se sont mobilisées pour accueillir le Chef de l'Etat, Faure Essozimna Gnassingbé. Autorités politiques, traditionnelles et administratives étaient présentes pour réaffirmer leur attachement à la politique

des grands travaux initiée par le président de la République depuis son accession à la magistrature suprême.

Cette inauguration a été l'occasion pour les populations de Tchamba de prouver à Faure Gnassingbé leur détermination et leur soutien indéfectible. Tout a commencé par une prière musulma-

ne présidée par l'imam de la ville de Tchamba, qui a prié pour le Togo, le président de la République et les institutions. Il a souhaité un apaisement avant, pendant et après l'élection présidentielle d'avril 2015.

Dans son mot de bienvenue, le préfet de la localité Palanga Dominique, a précisé le rôle prépondérant d'un marché dans le développement socio-économique des communautés.

Il n'a pas manqué de souligner les efforts faits par le Chef de l'Etat dans la construction d'un Togo émergent. Il a rappelé les infrastructures réalisées dans la préfecture grâce à l'appui du Chef de l'Etat, avant d'exprimer la gratitude de la population à son égard.

Mme Bernadette Legzim-Balouki, ministre du Commerce et de la Promotion du secteur privé, a apprécié l'apport du secteur privé dans le développement économique d'un pays. Elle a rappelé les infrastructures commerciales offertes par le gouvernement pour permettre aux populations de mieux exercer leur métier.

Les populations de

Tchamba, par la voix de leur fils, Atcha - Dedji Affoh, ont exprimé toute leur gratitude au Chef de l'Etat pour ces deux joyaux. Il a énuméré les réalisations du Chef de l'Etat dans leur préfecture avant de rappeler l'importance du marché dans la vie des communautés. " Tchamba, est une ville cosmopolite, un grand centre d'affaires qui déborde les frontières du Togo pour s'ouvrir au Bénin et au Ghana " a-t-il déclaré. Il s'est félicité de l'investissement de Faure Gnassingbé comme candidat de l'UNIR à l'élection présidentielle de 2015 et a rassuré celui-ci de la mobilisation des populations de Tchamba derrière cette candidature.

D'un coût total estimé à plus d'un milliard, le nouveau marché de Tchamba comporte 1.100 places de vente, 25 hangars de stockage et plus 30 boutiques.

Déjà très tôt dans la matinée, le chef de l'Etat, a inauguré, le centre de loisirs (avec une salle de spectacle de 200 places) de la ville destiné à permettre aux populations de s'épanouir sur la plan culturel.

Isidore AYEKO

Le Navigateur

179, rue Agbalépédogan, Qtier
Djidjilé Face la Clinique Bayor
Récépissé n°0475/04/02/HAAC
Casier Maison de la Presse : 98
Courriel : lenavigateur2014@gmail.com
Tel : 26 70 13 57/ 98 60 98 42

Directeur de la Publication :

TCHAOU Dao Kossi
90 10 20 72

Infographie : JPB
Imprimerie : La Colombe
Tirage : 1.500 exp.

CELEBRATION DE LA JOURNEE INTERNATIONALE DE LA FEMME : Les femmes des Groupements d'Epargne et de Crédits de la zone de Yobo ont commémoré la journée à Ezor

Suite de la page 2

née, des causeries-débats publiques ont été organisées sur le thème retenu dans chacun des trois villages et a regroupé les membres de ces groupements ainsi que les leaders communautaires et certains membres de la communauté. Le comité d'organisation de la journée a également animé une émission radio pour présenter le fonctionnement et les activités de leurs groupements.

TDK



Les deux équipes qui ont participé au gala.

MESSAGE DE BAN KI MOON A L'OCCASION DU 8 MARS 2015

" En 1995, alors qu'une conférence internationale historique se tenait sur les droits fondamentaux des femmes, le conflit ravageur en ex-Yougoslavie avait suscité une attention bien méritée quant aux viols et autres crimes de guerre commis contre des civils. Vingt ans plus tard, tandis que des filles de sept ans non seulement sont visées par des extrémistes violents mais leur servent d'armes, ou pourrait facilement s'interroger sur le bien-fondé des rencontres internationales. Mais si le chemin à parcourir pour accéder à une égalité pleine et entière reste long, l'objectif central étant de mettre un terme aux violences sexistes, les progrès accomplis ces vingt dernières années figurent parmi les résultats incontestés de la Conférence mondiale sur les femmes, qui s'était tenue en 1995 à Beijing.

Depuis l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing, jamais autant de filles n'avaient eu accès à l'éducation. Le nombre de femmes qui meurent en couches a été pratiquement réduit de moitié. Les femmes sont toujours plus nombreuses à diriger une entreprise, un gouvernement ou une organisation internationale, avancées dont je ne peux que me féliciter. Dans le même temps, à l'occasion de la Journée internationale de la femme, il nous faut admettre que les gains ont été lents et inégaux, et que nous devons en faire bien davantage pour accélérer les progrès partout.

Le monde doit s'unir lorsque des femmes et des filles sont prises pour cibles par des extrémistes violents. Au Nigéria, en Somalie, en Syrie et en Iraq, des corps de femmes sont mus en champs de bataille de combattants au service de stratégies précises et systématiques, axées souvent sur l'appartenance eth-



Ban-ki Moon

nique et la religion. Des femmes cherchant à exercer leur droit à l'éducation et à des services de base sont attaquées; elles sont violées, transformées en esclaves sexuelles; données en primes à des combattants ou échouent dans des réseaux de traite opérés par des groupes extrémistes. Des femmes médecins, des infirmières et d'autres sont assassinées dans l'exercice de leurs fonctions. Les défenseuses des droits de l'homme et les défenseurs des droits des femmes qui ont le courage de dénoncer ces atrocités risquent de perdre la vie au service de la cause.

Nous devons nous ériger clairement contre cette attaque tous azimuts, qui vise les droits fondamentaux des femmes. L'horreur ressentie par la communauté internationale doit céder la place à des mesures concrètes, y compris une assistance humanitaire, une aide psychosociale, un appui aux moyens de subsistance et une action visant à traduire les auteurs de ces actes en justice. Si les femmes et les filles sont souvent la première cible d'attaques, leurs droits doivent figurer au cœur de la stratégie visant à résoudre ce problème croissant et effarant. Donner des moyens d'action aux femmes et aux filles est le meilleur espoir d'accéder à un développement durable après un conflit. Elles sont le moteur idéal de la croissance, le meilleur espoir de réconciliation et le rempart le plus efficace contre la radicalisation des jeunes et la perpétuation des cycles de violence.

Même dans des sociétés en paix, trop de filles et de femmes continuent de faire l'objet de violences au sein de la famille, de mutilations génitales et d'autres formes de violence, qui sont traumatisantes pour l'individu et portent préjudice à la société tout entière. La discrimination est un obstacle de taille, qu'il faut démanteler. Il nous faut élargir les possibilités, notamment dans les domaines politique et commercial. Il nous faut modifier les mentalités, tout particulièrement des hommes, et les engager à promouvoir activement le changement. Notre volonté doit s'accompagner d'une mobilisation de ressources, étant entendu qu'un investissement dans l'égalité des sexes produit des progrès économiques, une inclusion politique et sociale et d'autres bienfaits qui, à leur tour, favorisent la stabilité et la dignité de l'être humain.

En cette année charnière pour la progression de la cause des droits fondamentaux des femmes, la communauté internationale œuvre dur afin de mettre en place un nouveau programme de développement durable, qui fasse fond sur les objectifs du Millénaire pour le développement et élabore des politiques et des investissements sociaux pour la génération future.

Afin d'être réellement porteur de changement, le programme de développement pour l'après-2015 doit établir des priorités en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes. Le monde ne pourra jamais atteindre pleinement ses objectifs si la moitié des habitants de la planète ne sont pas en mesure de réaliser leur potentiel. C'est en libérant le pouvoir des femmes que nous pourrions garantir l'avenir de chacun."

Brèves...

La STT en AG synchronisée sur toute l'étendue du territoire ce jeudi

La centrale syndicale des travailleurs du Togo (Stt) va tenir une grande assemblée générale ce jeudi. Objectif, mieux expliquer à sa base les manœuvres du gouvernement pour discréditer la STT. A cet effet, la coordination prévoit une AG synchronisée sur toute l'étendue du territoire national.

Cette décision intervient après la publication d'une note du ministre de la fonction publique et de son collègue des enseignements primaire et secondaire qui menacent de licencier les fonctionnaires qui ont observé au moins dix jours de grève de la Synergie.

L'Ag synchronisée est une occasion pour les travailleurs de prendre des mesures nouvelles proportionnelles à la menace de licenciement des travailleurs qui ne vont plus être à leur poste pendant les moments de grève. "Les assemblées générales extraordinaires synchronisées se tiendront jeudi sur toute l'étendue du territoire national afin que les travailleurs prennent ensemble des mesures nouvelles proportionnelles à cette décision du gouvernement", a expliqué mercredi Dr Tsolenyanou, porte-parole de la Stt.

La Stt, dans sa revendication exige le redressement de la grille salariale, l'augmentation de l'allocation familiale, la prime de déplacement aux fonctionnaires, etc.

La Cour constitutionnelle valide les 5 candidatures

Le 15 avril 2015, l'électorat togolais aura à choisir entre Jean-Pierre Fabre du Combat pour l'Alternance politique en 2015 (CAP 2015), Faure Gnassingbé de l'Union pour la République (UNIR), Aimé Tchabouré Gogué de l'Alliance des démocrates pour le développement intégral (ADDI), Gerry Taama Nouvel engagement togolais (NET) et Mouhamed Tchassona Traoré du Mouvement citoyen pour la démocratie et le développement (MCD).

Ainsi en a décidé la Cour constitutionnelle ce mercredi en rendant la liste définitive du scrutin présidentiel.

Il n'y a donc pas eu d'invalidation puisque ce sont ces cinq (5) candidatures qui ont été enregistrées par la Commission électorale nationale indépendante (CENI) au soir du 22 février 2015, date de clôture des dossiers. Dès ce jeudi 12 mars 2015, des organisations de défense des droits de l'homme (ODDH) et des partis politiques de l'opposition vont faire un sit-in devant les locaux de la CENI pour exiger que le processus électoral en cours soit arrêté.

Lancement des produits AJSEF et AGRISEF

Le président Faure Gnassingbé a lancé deux nouveaux produits du Fonds national de la finance inclusive (Fnfi) ce lundi 9 mars 2015 au Palais de congrès à Lomé.

Un an après le lancement du produit Accès des pauvres aux services financiers (Apsef), deux nouveaux produits notamment, Accès des jeunes aux services financiers (Ajsef) et Accès des agriculteurs aux services financiers (Agrisef) ont vu le jour.

Ajsef vise la réduction du chômage et permet à 20.000 jeunes en fin d'apprentissage et jeunes diplômés sans emploi ayant la volonté de se prendre en charge, de participer à l'inclusion financière. Les bénéficiaires sont des jeunes dont l'âge est compris entre 18 et 40 ans. Le montant maximum du crédit Ajsef est de 30.000 f CFA.

Quant au crédit Agrisef, il renforce le dispositif national de financement des activités agricoles en développant des mécanismes appropriés et durables afin de permettre à un grand nombre de petits acteurs du monde agricole (aviculture, ovins, caprins, pisciculture) et pêcheurs. Le crédit Agrisef est un montant maximum de 100.000f CFA. µ

Le taux d'intérêt pour les deux crédits est de 8% l'an. Rappelons que ces deux produits ont été lancés par le Président de la République, Faure Gnassingbé.

Dans le cadre du sommet sur la sécurité maritime que notre pays va organiser en novembre prochain, le ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération a rencontré, hier jeudi, 12 mars 2015 au Port autonome de Lomé, au nom du président de la République, les acteurs de la navigation maritime pour les sensibiliser sur l'importance de cette conférence. Lire la déclaration introductive du ministre Robert Dussey.

Monsieur le Préfet maritime,
Monsieur le Directeur général du Port autonome de Lomé,
Mesdames, Messieurs les Directeurs généraux des Sociétés de navigation maritime, Distingués invités, Mesdames, Messieurs,
Permettez-moi de vous exprimer mes sincères remerciements pour avoir accepté prendre part à cette rencontre par laquelle je souhaite vous entretenir sur la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine qui se tiendra au Togo le 7 novembre 2015.

Ainsi que vous le savez, la question de la sécurité maritime est devenue de nos jours une source de préoccupation sérieuse pour la communauté internationale, en raison des actes de criminalité qui abondent dans l'espace maritime.

I. INSECURITE MARITIME EN AFRIQUE : CAS DU GOLFE DE GUINEE

A. PRESENTATION DU GOLFE DE GUINEE

Le Golfe de Guinée couvre ainsi deux vastes régions géographiques, politiques et économiques : la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), qui appartiennent à l'Union Africaine.

Géographiquement et institutionnellement, le golfe de Guinée intègre 17 pays côtiers d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale qui se partagent un littoral d'une longueur de près de 6 000 km, des côtes du Sénégal jusqu'à l'Angola, sans oublier les îles du Cap-Vert et Sao Tomé-et-Principe.

Caractérisé par une grande diversité socioculturelle et confessionnelle, cet espace compterait plus de 300 millions d'habitants. Ainsi, il comprend des pays anglophones, lusophones, francophones et hispanophones et différentes confessions religieuses, notamment chrétiennes, musulmanes et animistes.

B. IMPORTANCE STRATEGIQUE DU GOLFE DE GUINEE

Sept (7) capitales politiques ont une façade maritime sur la baie du Golfe (Accra, Lomé, Porto Novo, Libreville, Malabo, Luanda et Sao Tomé), ainsi que 8 capitales économiques (Abidjan, Accra, Lomé, Cotonou, Lagos, Douala, Bata, Pointe-Noire).

Le golfe de Guinée compte aussi 12 ports d'importance socio-économique à savoir Abidjan, Accra, Cotonou, Douala, Lagos, Lomé, Luanda, Matadi, Warri, Port-Gentil, Port Harcourt et Pointe-Noire.

Par la diversité de ses ressources (bois tropical, gaz, pétro-



Le ministre Robert Dussey

le, uranium, ressources halieutiques, etc.) et sa localisation dans l'un des carrefours maritimes les plus visités ou parcouru du globe, le golfe de Guinée est l'un des endroits les plus riches d'Afrique. C'est aussi un pôle d'attractivité majeur.

Grande zone d'exploitations pétrolières offshore, le golfe de Guinée est un espace d'importance stratégique déterminant pour les grandes puissances du monde, en quête permanente de sécurité énergétique et de sécurité sur les voies de la navigation maritime.

Au nombre de ces puissances, figurent plusieurs pays dont la France, les États-Unis, la Chine et le Brésil.

En effet, avec 24 milliards de barils de réserves et une production de plus de 5 millions de barils de pétrole par jour sur les 9 millions de barils produits en Afrique, le golfe de Guinée s'impose comme la première région pétrolière africaine.

Eu égard à ce qui précède, l'on comprendrait bien que le golfe de Guinée constitue ainsi un véritable " nœud géostratégique ", à cause de la densité de ses ressources et de l'instabilité politique qui le caractérisent et qui en font un lieu de confrontation des intérêts entre pays émergents et grandes puissances.

I. Instabilité dans le Golfe de Guinée

Les facteurs d'instabilité dans le golfe de Guinée sont liés à deux enjeux à savoir : l'appropriation des richesses et la régulation des trafics.

En effet, en raison de ses multiples ressources, de la porosité des frontières et des difficultés qu'éprouvent les États à assurer un contrôle effectif sur la totalité de leurs espaces de souveraineté, la région du golfe de Guinée est devenue à la fois un endroit de convoitises et de confrontations entre les puissances externes, et une zone d'activités prohibées que sont : la piraterie, le brigandage, les vols à main armée, les gangs criminels ou la migration illégale, et de divers trafics : drogues, armes, êtres humains, espèces protégées, pollution, etc.

La piraterie et le brigandage maritimes se sont amplifiés au cours de ces dernières années

du fait de la faiblesse de certaines institutions étatiques et des dispositifs de surveillance des côtes qui n'ont pu empêcher la circulation incontrôlée des armes légères et de petit calibre.

Ils ont pour épicerie la région du delta du Niger, sur la côte du Nigeria, d'où ils ont progressivement essaimé vers d'autres pays riverains (Côte d'Ivoire, Bénin, Togo), produisant un impact négatif sur leur économie.

L'insécurité maritime dans l'espace maritime africain, a des conséquences préjudiciables sur la circulation des hydrocarbures bruts et raffinés, ainsi que sur des marchandises. Il affecte gravement aussi bien les pays riverains, situés sur le littoral, que ceux qui sont enclavés et dépendent également du commerce maritime pour leurs exportations que leurs importations.

La persistance de l'insécurité maritime a amené le Togo à prendre l'initiative de la session extraordinaire de l'Union Africaine qui se tiendra le 7 novembre 2015.

II. La Conférence de Lomé

A l'initiative du Président de la République, les Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine ont convenu de tenir une session extraordinaire sur la question de la sécurité maritime et le Développement en Afrique.

Ainsi, la conférence de Lomé traitera des questions ci-après inscrites à son ordre du jour :

A. Coopération régionale et internationale pour la sécurité maritime

- Piraterie maritime ;
- Pêche illicite, (non déclarée, et non réglementée ou " Pêche INN ") ;
- Trafics illicites de tout genre transitant en mer.

B. Sécurité maritime et développement

- Préservation de l'environnement marin ;
- Mer comme facteur de développement.

Ce projet d'ordre du jour vise essentiellement à examiner et à traiter à fond la problématique de l'insécurité en mer dans tous ses aspects et à placer la mer et les océans au cœur du développement et du progrès de l'Afrique.

Cette vision se situe dans la logique de la Stratégie africaine intégrée pour les mers et les océans à l'horizon 2050 (Stratégie AIM 2050). Cette Stratégie constitue pour les États africains un outil majeur de développement économique et social pour les pays et les peuples d'Afrique.

D'une manière générale, la conférence de Lomé entend apporter des réponses appropriées, globales et panafricaines aux problèmes de l'insécurité maritime, à travers la mobilisation et la conjugaison des efforts et des moyens pour enrayer les fléaux, visés, afin de faciliter la navigation maritime, d'une part, et d'assurer la mise en œuvre effective de la Stratégie AIM 2050, d'autre part.

III. Contribution des acteurs de la Navigation maritime à la tenue de la conférence de Lomé

L'économie africaine dépend à plus de 92 % de la voie maritime. La problématique de la sûreté et la sécurité maritimes méritent d'être prise à cœur par les Gouvernements comme par les acteurs de la navigation maritime, afin que par la synergie de partenariat entre le secteur public et le secteur privé, la bataille contre l'insécurité puisse être gagnée.

Pour ce faire, le Gouvernement souhaiterait que

les acteurs de la navigation maritime, que vous êtes, se mobilisent à ses côtés et que vous lui apportent l'appui multiforme nécessaire à la réussite de cet important sommet.

Conclusion

La volonté politique affirmée des États membres de l'Union Africaine d'enrayer tout acte répréhensible entrepris en mer, répond à leur farouche détermination de construire une Afrique économiquement forte et socialement viable à travers notamment la promotion de une économie bleue marine florissante.

Brèves...

Sit-in des ODDH et du Front Tchoboé empêché par les forces de l'ordre

Ils étaient plusieurs militants de la synergie des Organisations de défense des droits de l'Homme (ODDH) et du " Front Tchoboé " à se rassembler devant le siège de la Commission électorale nationale indépendante (Céni). Mal leur en prendra

L'objectif de cette manifestation annoncée à travers une conférence de presse tenue mardi dernier, est de demander l'arrêt du processus électoral. Les responsables de la synergie des ODDH et du front Tchoboé trouvent le processus bâclé et non transparent.

Selon eux, tel que le processus est conduit actuellement, l'on connaît déjà le vainqueur qui n'est autre que Faure Gnassingbé. Ils demandent alors à la commission en charge de l'organisation de cette élection de surseoir à tout le processus. Ils proposent une transition qui sera chargée de la mise en œuvre des réformes et de l'organisation d'une élection consensuelle.

Mais le sit-in de ce matin a été empêché par les forces de l'ordre qui ont dispersé les manifestants.

Les autorités locales pourront-elles se départir de leur zèle en cette période électorale ?

Le zèle des préfets, des chefs de villages et de cantons, de présidents de délégation spéciale qui, en période électorale, croient baliser le terrain au parti au pouvoir en limitant les libertés, a été toujours source de conflits. La remarque se fait surtout à l'intérieur du pays.

C'est pour limiter ce genre d'agissements que le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) a débloqué une enveloppe de 245 mille euros, soit environ 160 millions de FCFA pour former ces autorités locales.

Ces derniers constituent des portes d'entrée des vieux démons qui entachent le processus électoral. " Le but de ce séminaire est de réunir l'ensemble des autorités locales, de permettre à la CENI qui joue un grand rôle de responsabilité dans le processus électoral, et de contribuer à éclaircir les dispositions qui concernent les Préfets et des Présidents de Délégations Spéciales de façon à harmoniser la compréhension et à limiter les interprétations des dispositions qui peuvent être sources de conflits et de tension ", a rappelé Khardiata Lo N'Diaye, Représentante-résidente du PNUD au Togo.

Le souci des partenaires du Togo est de sensibiliser ces préfets, maires et autres à être impartiaux, afin de favoriser l'apaisement du climat sociopolitique en cette période électorale. Ce serait également le souhait du gouvernement. Pour Gilbert Bawara, ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités locales, ces autorités locales " ont un rôle déterminant à jouer pour garantir et assurer la liberté totale des mouvements et activités électorales en faveur de tous les acteurs politiques ". " Cette formation vise à rappeler tout simplement les principes et les exigences de neutralité et d'impartialité de l'Etat et de l'administration sur le terrain ", a-t-il précisé.

Au Togo, il y a ce qui se dit et ce qui se fait. On ose croire que ces administrateurs locaux qui se retrouvent dans ces salles de formation pourront entendre raison et ne seront pas tentés de récidiver. Vivement, que cette formation qui se termine le 25 mars prochain porte ses fruits.



NUPTIA / EVENEMENT-CIEL

- Prestation de service Événementiel
- Vente d'articles de mariage
- Décoration et vente d'articles de décoration
- Location et décoration de voiture

BP : 1335, Bd de la Kara (Lomé - TOGO) • Tél : 22 21 37 10 / 22 39 56 92
 A côté de la Pharmacie Campus

